



FINANCES

APPEL À LA GRÈVE MOBILISATION LE 14 MARS

Pour un service public de qualité, garant de la cohésion sociale et accessible à tous les usagers, pour des réformes qui prennent en compte l'avis des personnels et de leurs représentants, pour peser dans les discussions et obtenir des avancées, la CFDT Finances appelle les personnels de la DGFIP, de la Douane, de l'INSEE et de la DGCCRF à une journée de grève et de manifestations le 14 mars 2019.

LA CFDT FINANCES S'OPPOSE À

- la réduction du rôle des CAP, véritable atteinte aux garanties des agents : les représentants des personnels sont les garants de la transparence, du respect des règles et du droit à être défendu dans les CAP,
- la diminution des moyens pour mener les missions de santé et de conditions de travail, avec la fusion des CT et CHSCT,
- la non prise en compte de l'utilité économique, sociale et environnementale des directions de Bercy, par exemple la **Douane** et la **DGCCRF** (protection du consommateur, lutte contre la fraude, accompagnement des entreprises),
- aux suppressions d'emplois uniquement motivées par des raisons budgétaires, comme les 67 emplois à l'**INSEE** sur les quatre prochaines années
- l'insuffisance des moyens : **Douane** pour le Brexit, Finances publiques (**DGFIP**) pour le prélèvement à la source,
- la non prise en compte des agents et des besoins en service public de la population, avec la nouvelle cartographie du service public à la **DGFIP**,
- l'absence de revalorisation de la valeur du point d'indice,
- la rémunération au mérite, qui prend à tous pour donner à quelques-uns sur des critères arbitraires.

LA CFDT FINANCES REVENDIQUE

- un véritable projet pour le service public de demain, tenant compte des besoins des usagers, des entreprises et des agents,
- un dialogue social qui associe les agents et leurs représentants en amont des projets,
- de nouvelles perspectives de promotions et d'évolutions professionnelles,
- défendre et améliorer les droits des agents : la CFDT Fonctions publiques défend ainsi 107 amendements au projet de loi de transformation de la Fonction publique,
- des garanties sociales et financières pour les personnels restructurés : accompagnement prioritaire sur la formation, priorité d'affectation y compris en surnombre, dans un autre service ou une autre direction de nos ministères,
- la suppression du jour de carence,
- la prise en charge par l'État employeur d'au moins 60% du coût de la protection sociale complémentaire.

LA CFDT FINANCES APPELLE À UNE JOURNÉE DE GRÈVE ET DE MOBILISATION LE 14 MARS 2019

 @fedefinancescfdt

 @cfdtfinances

CFDT-FINANCES.FR